

Dialogue structuré organisé par le Forum politique pour le développement
S'engager ensemble sur la mise en œuvre du GAP III:
Focus au niveau national un an après l'adoption du GAP III

25 novembre 2021
12:00h - 16:45h CET

#PFDVirtual

ORDRE DU JOUR	
Jeudi 25 novembre	
11:45-12:00	Les participants se connectent
12:00-12:25	<p>Bienvenue et ouverture</p> <ul style="list-style-type: none"> - Marlene HOLZNER, chef d'unité, INTPA.G2 (autorités locales, société civile et fondations) - Martin SEYCHELL, directeur général adjoint, INTPA - Tanya COX, directrice de CONCORD Europe, et Frédéric Vallier, secrétaire général du Conseil des communes et régions d'Europe (CEMR), coprésidents du Forum politique pour le développement - Josep BORRELL, haut représentant/vice-président (message vidéo)
12:25- 13:30 (1h05')	<p>Qu'est-ce qui a changé au niveau national? Les plans de mise en œuvre du GAP III au niveau national</p> <p>Mise en œuvre du GAP III dans le cadre de la programmation indicative pluriannuelle de l'aide extérieure de l'UE — État des lieux — Chiara ADAMO, Directrice par intérim INTPA.G (Développement humain, Migration, Gouvernance et Paix)</p> <p>Présentations conjointes par les délégations de l'UE et les représentants de la société civile de quatre plans de mise en œuvre au niveau national (CLIPs) (groupe modéré)</p> <p>Népal O S.E. Nona DEPREZ, chef de la délégation de l'UE au Népal O Jaya LUINTEL, The Story Kitchen, Népal</p> <p>Nigéria O Cecile TASSIN-Pfelzer, chef de la coopération, délégation de l'UE au Nigeria O Felicia Iyore ONIBON, présidente, Change Managers International Network</p> <p>Nicaragua O Maria HORNO COMET, INTPA B2, Coordinatrice géographique pour le Mexique et le Nicaragua O Shira MIGUEL DOWNS, Movimiento de Mujeres Nidia White</p> <p>Kosovo O Ereza PULA, Point focal sur l'égalité des genres, délégation de l'UE au Kos O Nicole FARNSWORTH, Kosovo Women's Network</p>
13:30-13:45	<i>Pause</i>

13:45-15.15
(1h30')

Discussions dans le cadre de séances parallèles en groupes de travail

Groupe 1

Partenariats et dialogue inclusifs

Discuter comment, tout au long de la mise en œuvre du GAP III, renforcer les partenariats et le dialogue, garantir une participation inclusive des organisations (locales) de défense des droits des femmes, des organisations de jeunes et de filles, des organisations de base et des autorités locales, et promouvoir une approche du genre axée sur une approche intersectionnelle, transformatrice et fondée sur les droits de l'homme

Questions d'orientation pour le débat:

- Quelles sont les meilleures pratiques issues des consultations avec les OSC/OSC de femmes pour le développement des CLIPs.
- Comment les plateformes de dialogue existantes ont-elles fonctionné? Ce sont-elles adaptées aux différents degrés de capacité des organisations? Sont-elles accessibles à tous les groupes d'intérêt ou organisations qui ont besoin de participer?
- Dans quelle mesure les plateformes existantes abordent-elles des contextes où l'espace civique n'est pas propice à une participation inclusive? Y a-t-il des stratégies utiles qui sont apparues ou des initiatives qui méritent d'être diffusées?
- Comment renforcer le soutien aux organisations de défense des droits des femmes

Groupe	Partenariats et dialogue inclusifs
Modérateur	- Serap ALTINISIK - Plan International Chef de bureau
Intervenants	- Stéphanie CARETTE, délégation de l'UE aux Philippines - Maggie BANDA, Women Legal Resources Centre/ Secretariat for the Women Manifesto, Malawi
Personne-Ressource de la CE	- Carine VILLEMAGNE, INTPA.G1 (Égalité entre les sexes, droits de l'homme et gouvernance démocratique)
Rapporteur	- Maureen OLYARO, FEMNET Africa

Groupe 2

Travailler ensemble au niveau local

Discuter des moyens de renforcer la participation des autorités locales à la mise en œuvre du GAP III et de renforcer la coopération entre la société civile et les autorités locales afin de favoriser un environnement positif en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, de modifier les stéréotypes sexistes et d'accroître la participation des femmes et des filles à la gouvernance locale.

Questions d'orientation pour le débat:

- Quelles conditions favorisent l'instauration d'un environnement favorable à l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau local?

- Point de départ : quelles approches peuvent conduire à un cycle vertueux de changement des stéréotypes sexistes et d'amélioration de la participation des femmes et des filles à la gouvernance locale?

Groupe	Travailler ensemble au niveau local
Modérateur	- Amandine SAOBURIN, Responsable politique et plaidoyer, CCRE- PLATFORMA
Intervenants	- Ana MILENIC, délégation de l'UE en Serbie - Fatouma AWALEH, Association internationale des maires francophones (AIMF), Djibouti - Veronica SUPLIGUICHA, Alas de Colibri, Équateur
Personne ressource de la CE	- Virginia Manzitti INTPA.G1 (Égalité des genres, droits de l'homme et gouvernance démocratique)
Rapporteur	- Dalila LOUDYI, Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM Maroc)

Groupe 3

Promotion de la gouvernance démocratique et de la participation civique

Discuter de la manière de soutenir les organisations de la société civile, les autorités locales, les organisations de femmes et les organisations de jeunesse et de renforcer leur voix et leur participation, notamment par le biais d'un dialogue politique et stratégique plus inclusif, axé sur une approche intersectionnelle, transformatrice et fondé sur les droits de l'homme.

Questions d'orientation pour le débat:

- Comment renforcer la voix de la société civile et des autorités locales?
- Comment les délégations de l'UE et les États membres de l'UE peuvent-ils soutenir la poursuite de la mise en œuvre des droits des femmes par les autorités nationales? Quelles sont les approches de plaidoyer qui ont fonctionné/pourraient fonctionner le mieux?
- Quels types d'interventions montrent de meilleurs résultats en matière de renforcement des capacités des mécanismes nationaux d'égalité des genres et de soutien à la société civile, aux organisations de défense des droits des femmes et aux autorités locales?
- Comment le dialogue peut-il devenir plus accessible pour toutes les organisations de la société civile, de femmes et de jeunesse et permettre une participation inclusive aux niveaux local et national?

Groupe	Promotion de la gouvernance démocratique et de la participation civique
Modérateur	- Sascha GABIZON, Women Engage for a Common Future (WECF)
Intervenants	- Nazma AKTER, Awaj Foundation, Bangladesh - Tania IVANOVA, REACTOR

Personnes ressources de la CE	<ul style="list-style-type: none"> - Marcella VENEZIANI, INPTA G1 (Égalité des sexes, droits de l'homme et gouvernance démocratique) - Christine LUNDBERG, INTPA G1 (Égalité des sexes, droits de l'homme et gouvernance démocratique)
Rapporteur	- Clyde SOTO, Articulación Feminista Marcosur (AFM)

Groupe 4
Communication, suivi et rapports

Discuter des moyens de renforcer la participation de la société civile et des autorités locales au suivi et à la communication sur la mise en œuvre du GAP III et sur les progrès vers l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles.

Questions d'orientation pour le débat:

- Comment collaborer à la mise en œuvre d'une communication et d'une sensibilisation réalistes et inclusives (sur GAP III, GEWE en général, etc.)?
- Comment améliorer l'accès, la disponibilité et l'utilisation des rapports et comptes de la mise en œuvre du GAP III/CLIP? Quels sont les moyens d'information adaptés aux capacités des titulaires de droits à communiquer la contribution de l'UE à l'égalité entre les hommes et les femmes/les progrès réalisés dans le cadre du GAP III/CLIPs?
- Quels espaces peuvent être utilisés pour recueillir et documenter en permanence les pratiques de développement et les pratiques prometteuses des travaux des organisations de la société civile, des organisations de femmes et de jeunesse ?
- Existe-t-il des exemples de facilitation de la contribution des organisations de la société civile, des organisations de femmes et de jeunesse à la documentation, au suivi, à l'évaluation et à l'établissement de rapports sur les résultats en matière d'égalité des genres?

Groupe	Communication, monitoring and reporting
Modérateur	Lucy GARRIDO, Cotidiano Mujer, Articulación Feminista Marcosur (AFM)
Intervenants	<ul style="list-style-type: none"> - Sandra BAREYRE, INTPA G1 (Égalité des sexes, droits de l'homme et gouvernance démocratique) - Diana GARCIA ALCUBILLA, délégation de l'UE au Paraguay - Anke STOCK, WECF International
Personne ressource de la CE	- Sandra BAREYRE, INTPA G1 (Égalité des sexes, droits de l'homme et gouvernance démocratique)
Rapporteur	- Cecilia OLEA, Articulación Feminista Marcosur (AFM)

	<p>Groupe 5 Femmes, paix et sécurité (WPS)</p> <p>Discutez de la manière de garantir que les autorités locales, la société civile et les organisations (de droits) des femmes travaillant dans le domaine de la paix, ainsi que les femmes médiatrices et bâtisseuses de paix, soient associées à la mise en œuvre du GAPIII et des CLIPs.</p> <p>Questions d'orientation pour le débat:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Que faut-il faire pour que les organisations de la société civile travaillant pour les femmes, la paix et la sécurité ainsi que les médiatrices et bâtisseuses de paix soient associées à la mise en œuvre du GAP III et des CLIPs? - Le plan d'action de l'UE sur les femmes, la paix et la sécurité prévoit que le SEAE et les délégations de l'UE devraient mettre en place et institutionnaliser un mécanisme de consultation avec les femmes issues de milieux divers et d'organisations de la société civile, tant dans les États membres que dans les situations de conflit, où l'UE opère. Comment cet engagement a-t-il été suivi au niveau des pays partenaires? Que faudrait-il mettre en place pour remplir cette exigence? - Les analyses de conflits et/ou les considérations de sensibilité aux conflits sont-elles fondées sur une analyse comparative entre les genres, en tenant compte également des risques en matière de sécurité et de sûreté pour les femmes et les organisations de la société civile? 										
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Groupe</th> <th>Femmes, paix et sécurité (WPS)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Modérateur</td> <td>- Laura DAVIS, Bureau européen de liaison pour la consolidation de la paix (EPLO)</td> </tr> <tr> <td>Intervenants</td> <td>- Charlotte ISAKSSON, SEAE - Stefania MINERVINO, INTPA - Bojana ILIC, Assemblée des citoyens d'Helsinki, Banja Luka, Bosnie-Herzégovine - Visaka DHARMADASA, Association of War Affected Women (AWAW), Sri Lanka - Tito CONTRERAS, délégation de l'UE en Colombie</td> </tr> <tr> <td>Personne ressource de la CE</td> <td>- Charlotte ISAKSSON, experte principale en matière de genre, SEAE</td> </tr> <tr> <td>Rapporteur</td> <td>- Karen KNIPP-RENTROP, CARE International</td> </tr> </tbody> </table>	Groupe	Femmes, paix et sécurité (WPS)	Modérateur	- Laura DAVIS, Bureau européen de liaison pour la consolidation de la paix (EPLO)	Intervenants	- Charlotte ISAKSSON, SEAE - Stefania MINERVINO, INTPA - Bojana ILIC, Assemblée des citoyens d'Helsinki, Banja Luka, Bosnie-Herzégovine - Visaka DHARMADASA, Association of War Affected Women (AWAW), Sri Lanka - Tito CONTRERAS, délégation de l'UE en Colombie	Personne ressource de la CE	- Charlotte ISAKSSON, experte principale en matière de genre, SEAE	Rapporteur	- Karen KNIPP-RENTROP, CARE International
	Groupe	Femmes, paix et sécurité (WPS)									
	Modérateur	- Laura DAVIS, Bureau européen de liaison pour la consolidation de la paix (EPLO)									
	Intervenants	- Charlotte ISAKSSON, SEAE - Stefania MINERVINO, INTPA - Bojana ILIC, Assemblée des citoyens d'Helsinki, Banja Luka, Bosnie-Herzégovine - Visaka DHARMADASA, Association of War Affected Women (AWAW), Sri Lanka - Tito CONTRERAS, délégation de l'UE en Colombie									
	Personne ressource de la CE	- Charlotte ISAKSSON, experte principale en matière de genre, SEAE									
Rapporteur	- Karen KNIPP-RENTROP, CARE International										
15:15 – 15:30	<i>Pause</i>										
15:30-16:45 (1h15')	<p>Compte rendu en plénière par les groupes de travail et discussion</p> <p>Allocution de clôture de la commissaire européenne Jutta URPIILAINEN</p>										